

ΤΟ ΣΥΝΕΔΡΙΟΝ ΤΟΥ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΙΝΣΤΙΤΟΥΤΟΥ ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ

ὑπὸ Ι. Π. ΣΟΥΚΑΡΑ

Εἰς τὸ ἐν Ρώμῃ μέγαρον Μπαρμπερίνι, συνῆλθεν ἀπὸ 13-15 Σεπτεμβρίου π.ἔ. τὸ ἐτήσιον συνέδριον τοῦ Διεθνοῦς Ἰνστιτούτου Δημοσίας Οἰκονομίας.

Θέμα τῆς ἐφετεινῆς συνέδου ἀπετέλουν : «τὰ οἰκονομικὰ ἀποτελέσματα τῶν Κρατικῶν δαπανῶν».

Τὸ εὐρύτατον τοῦτο θέμα εἶχεν ὡς συνήθως διαιρεθῆ εἰς εἰδικωτέρους ὑποτομεῖς, ἕκαστον τῶν ὁποίων εἶχεν ἀναλάβει νὰ χειρισθῆ εἰσηγητῆς, ὀρισθεῖς ἐκ τῶν προτέρων. Τόσον τὸ γενικὸν θέμα τοῦ Συνεδρίου καὶ ἡ ἐπιλογή τῶν ἐπὶ μέρος εἰσηγητῶν, ὅσον καὶ αἱ ἐπακολουθήσασαι ἐπιστημονικαὶ συζητήσεις, προσέδωκαν εἰς τὸ ἐφετεινὸν συνέδριον ὅλως ἐξαιρετικὸν ἐνδιαφέρον.

Κατὰ τὴν ἐναρκτήριον συνέδρ.ασιν ἐχαιρέτισε τοὺς συνέδρους ἐκ μέρος τῆς Ἰταλικῆς Κυβερνήσεως ὁ Ὑφυπουργὸς Οἰκονομικῶν κ. Giacomo Piola, ἐν συνεχείᾳ δὲ ὠμίλησεν ἐπὶ τῶν κρατικῶν δαπανῶν ὁ Πρόεδρος τοῦ Ἰνστιτούτου καὶ Πρύτανις τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Ρώμης κ. Giuseppe Ugo Papi.

Ἐπηκολούθησαν αἱ δύο πρῶται εἰσηγήσεις, αἵτινες ἀπετέλουν τρόπον τινὰ εἰσαγωγὴν εἰς τὸ κύριον θέμα. Θέμα τῆς πρώτης εἰσηγήσεως ἦτο ἡ φύσις τῶν δημοσίων δαπανῶν, εἰσηγητῆς δ' ὁ Καθηγητῆς τοῦ Πανεπιστημίου Παρισίων κ. Henry Laufenburger. Ἡ δευτέρα ἐξ ἄλλου εἰσήγησις, μὲ εἰσηγητὴν τὸν Καθηγητὴν τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Κολωνίας κ. G. Schmolders, εἶχεν ὡς θέμα τὴν ἐπίδρασιν τῶν κρατικῶν δαπανῶν ἐπὶ τῆς διαρθρώσεως καὶ τῆς μορφῆς τῆς οἰκονομίας.

Ἡ πρώτη εἰσήγησις περιωρίσθη εἰς γενικοὺς ὁρισμούς, διέκρινε τὰς δαπάνας εἰς «οὐδετέρας»—μὴ δυναμένας νὰ πραγματοποιῶν δι' ἰδιωτικῶν μέσων—καὶ «ἐπεμβατικὰς», ἡσχολήθη δι' ὀλίγων μὲ τὸν τρόπον χρηματοδοτήσεως τῶν δαπανῶν καὶ τὰ ὄριά των, περιέλαβε δὲ γενικὰς τινὰς σκέψεις ἐπὶ τοῦ κριτηρίου τῆς παραγωγικότητος καὶ τῆς ἀποδοτικότητος τῶν δαπανῶν. Ἡ δευτέρα ἐξ ἄλλου εἰσήγησις, περισσότερον λεπτομερῆς, ἐπεξετάθη καὶ εἰς τὴν ἐπιρρῆν τῶν κατ' ἰδίαν δαπανῶν.

Ὁ Καθηγητῆς καὶ Διευθυντῆς Μελετῶν Ἐφαρμοσμένης Οἰκονομίας κ. André Piatier καὶ ὁ Καθηγητῆς τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Columbia κ. Lowell Harriss ἀνέπτυξαν ἐν συνεχείᾳ τὸ θέμα : σημασία τῶν δημοσίων δαπανῶν κατὰ τὰ διάφορα στάδια οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως.

Εἰσηγηταὶ τῶν κατωτέρω ἐντὸς παρενθέσεως ἐπὶ μέρος θεμάτων ὑπῆρξαν ἡ Καθηγήτρια τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Ὁξφόρδης κυρία Οὕρσουλα Χίικς

(ὁ προϋπολογισμὸς ἀμύνης), ὁ Καθηγητὴς τοῦ Brooklyn College κ. Μέλβιν Οὐάιτ (Τὰ οἰκονομικὰ ἀποτελέσματα τῶν Δημοσίων Ἔργων), ὁ Καθηγητὴς τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Φερράρας κ. Giorgio Stephani (Αἱ κοινωνικαὶ δαπάναι), ὁ Καθηγητὴς τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Λουβαίν κ. Φερνάν Μπωντουέν (Αἱ ἐπιδοτήσεις), ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν τῆς Ὀλλανδίας Δρ. A. de Block (Ἡ ἐξυπηρέτησις τοῦ Δημοσίου Χρέους καὶ ἡ εὐθύνη τοῦ δανείζοντος Κράτους, εἰδικῶς προκειμένου περὶ ὑπαναπτύκων χωρῶν), ὁ Καθηγητὴς τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Λουβαίν καὶ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ἰνστιτούτου κ. Μωρίς Μαζουέν (Ἡ προέλευσις τοῦ Δημοσίου Χρέους— Δάνεια ἐξ ἀποταμιεύσεως καὶ πληθωριστικαὶ πιστώσεις), ὁ ἐξ Οὐραγουάης Καθηγητὴς Χουάν Ε. Ἀντζίνι καὶ οἱ τεχνικοὶ σύμβουλοι τοῦ Ἰνστιτούτου Δημοσίας Οικονομίας τοῦ Montevideo κ.κ. Σάντος Φερρέϊρα καὶ Ἐντισον Γκράτζο (Αἱ δαπάναι λειτουργίας τοῦ Κράτους) καὶ τέλος ἐπὶ μὲν τοῦ προβλήματος τῶν δημοσίων δαπανῶν ἐν Τουρκίᾳ ὁ Ὑφηγητὴς τοῦ Πανεπιστημίου Κωνσταντινουπόλεως, κ. Μεμτούχ Γιάσα, ἐπὶ δὲ τοῦ προβλήματος τῶν Ἰαπωνικῶν δαπανῶν ὁ Ἰάπων Καθηγητὴς κ. Μοτοκάζου Κιμούρα.

Αἱ περαιτέρω παρεμβάσεις τῶν συνέδρων ἔδει νὰ ἔχουν ὠρισμένην ἐκ τῶν προτέρων χρονικὴν διάρκειαν.

Ἐκ τῶν Ἑλλήνων ἐκπροσώπων, ὁ Καθηγητὴς κ. Π. Δερτιλῆς παρενέβη εἰς τὴν συζήτησιν ἐπὶ τοῦ Δημοσίου Χρέους, ὁ δὲ Ἰ. Σουκαράς παρενέβη τόσον κατὰ τὴν συζήτησιν τῆς περὶ δαπανῶν γενικῆς εἰσηγήσεως τοῦ Καθηγητοῦ κ. H. Laufenburger, ὅσον καὶ κατὰ τὴν συζήτησιν τῆς ἐπὶ τῶν Δημοσίων Ἔργων εἰσηγήσεως τοῦ Καθηγητοῦ κ. White.

Αἱ παρεμβάσεις τοῦ κ. Ἰ. Σουκαρά ἔχουν ὡς ἀκολούθως :

1) Ἐπὶ τῆς εἰσηγήσεως τοῦ Καθηγητοῦ κ. H. Laufenburger.

Je me permettrai de formuler trois remarques concernant certaines notions contenues dans l'excellent rapport de mon éminent Professeur Monsieur Laufenburger.

La première concerne sa définition des dépenses dites «neutres». Outre le fait que cette distinction pourrait nous amener à évoquer la vieille notion des Finances Publiques neutres, ainsi que Monsieur le Professeur Leduc l'a signalé, je crois que si l'on adopte comme critère de distinction la possibilité de financer ces dépenses par des moyens privés, les dépenses dites «interventionnistes» sont beaucoup plus neutres que ne le sont celles que Monsieur Laufenburger appelle ainsi. Car on peut parfaitement concerver p.ex. l'enseignement et la justice fonctionner à l'aide de ressources affectées provenant de taxes payées par ceux qui en font usage.

La seconde remarque concerne le critère de la rentabilité. Outre les remarques de Monsieur le Professeur Neumark, je voudrais ajouter

que sil'on considère comme dépenses publiques rentables celles qui se traduisent par des recettes à brève ou à longue échéance, toutes les dépenses publiques sont rentables. Monsieur Laufenburger en outre lui-même a écrit que dépenses et recettes constituent les deux aspects étroitement solidaires du même phénomène, celui de la redistribution des revenus. Le revenu qui se redistribue, qu'il se consomme ou qu'il s'investisse, arrive toujours à produire, soit sous forme d'impôts dits directs, soit sous forme d'impôts dits indirects, des recettes étatiques.

Une dernière remarque.

Ce n'est pas seulement la notion d'utilité, mais également celles de productivité et de rentabilité des dépenses qui dépendent en définitive des politiciens. Cela pourtant ne doit guère signifier que les économistes peuvent étudier les deux dernières, en méconnaissant la première.

Ἐπὶ τῆς εἰσηγήσεως τοῦ Καθηγητοῦ κ. White.

Pour ce qui est du rapport de Madame Hicks, je n'ai rien à dire si ce n'est qu'économiquement parlant, les dépenses militaires, pouvant être conçues en cas de surplus de l'offre qu'elles serviraient à restreindre, sont inconcevable dans le cas contraire. Le problème des dépenses militaires soulève des questions politiques, sur lesquelles je n'insisterai pas.

Pour ce qui est des travaux publics ou des investissements publics, (les deux notions ayant un sens presque similaire), il me paraît incontestable que, sous certaines conditions d'emploi et sous certaine distribution primaire des revenus, on peut procéder utilement à des travaux publics, financés à l'aide d'un impôt direct progressif. C'est une politique anticyclique absolument typique. Mais la réalité économique est souvent, dans la plupart des pays, plus prosaïque et complexe, hélas.

On sait que les dépenses publiques d'investissement ont pour but de subvenir à l'insuffisance des investissements privés. Elles sont considérées comme ayant des repercussions indirectes favorables sur la demande. Cependant ces effets indirects, conditionnés par la baisse des prix, se font attendre mais n'arrivent pas. Ainsi que le note le Professeur Jean Marchal, le capitalisme moléculaire se caractérise surtout par «le blocage du régime à la hausse», ce qui rend invraisemblable la baisse que l'on attend d'une augmentation de la productivité, cette «déesse vénérée dans les temples et bafouée des les actes», selon une expression épigrammatique du Professeur Sauvy.

Il est à noter que les investissements arrivent à exercer pour la plupart une action grandement inflationniste. Car ce n'est pas normal que leur financement se fasse soit à l'aide de l'impôt diffus que constitue l'intervention de l'Institut d'émission, soit par des ressources étatiques.

provenant dans un grand nombre de pays, surtout d'impôts dits indirects, payés malgré une certaine restriction de la consommation, due à la hausse artificielle des prix. On sait en outre combien sont limitées les possibilités des emprunts publics.

Mais il ne faut pas croire que seul le financement monétaire ou budgétaire de l'investissement est nocif. Même l'autofinancement peut provoquer des effets nocifs. D'abord parce que tout investissement libère un pouvoir d'achat par la dépense qu'il constitue et ce pouvoir libéré doit être compensé soit par une épargne équivalente, inscrite au passif du bilan national, soit par des biens de consommation équivalents et disponibles. Sinon il se produit un déséquilibre dont la durée dépend de la longueur du processus de production, déséquilibre entre la masse monétaire que représente la demande effective et les biens disponibles. Or ce déséquilibre c'est l'inflation. C'est ce qu'oublie les défenseurs de l'épargne, présumée source de bienfaits qui se multiplie, en tant que source d'investissements.

Mais, même après la fin du processus de production, l'autofinancement peut produire des effets nocifs, s'il n'est pas effectué par un véritable prélèvement sur les bénéfices, dans le sens d'une restriction volontaire de ceux-ci.

Aux économies actuelles, les consommateurs qui constituent la courbe de la demande, sont isolés eu égard aux producteurs organisés, qui constituent la courbe de l'offre, les deux parties ne représentant pas des forces d'une capacité de domination égale. Or l'autofinancement s'effectue malheureusement souvent à l'aide d'une à priori incorporation de la dépense qu'il constitue dans le calcul du prix de revient du produit, donc par une hausse du prix de vente. Cette dernière est d'autant plus facile, que les prix, fixés souvent par voie réglementaire, ont pour base les coûts des entreprises marginales. En outre, l'autofinancement, en tant qu'emprunt forcé pour les actionnaires, décourage dans une certaine mesure l'épargne, en diminuant les dividendes auxquelles l'actionnaire aurait normalement droit.

Que doit-on conclure?

1) Que les investissements, privés ou publics, ont joué un rôle prépondérant dans l'avalissement des monnaies et 2) que la solution ne doit pas tant être recherchée dans la budgétisation ou la débudgétisation des investissements (que Monsieur Rueff veuille bien m'excuser pour l'emploi de ces expressions), mais ailleurs.

Je viens là de toucher à un nouveau problème politique, sur lequel je me permettrai de ne pas insister.